



Fédération des réseaux de Business Angels

Lettre ouverte aux candidats

Financement et accompagnement de l'innovation, pourquoi il faut soutenir l'action des business angels¹

Paris, le 22 mars

Mesdames, Messieurs les candidats à la Présidence de la République française,

L'enjeu économique majeur pour l'avenir de notre pays est le développement d'un maillage d'entreprises porteuses d'emplois et de croissance sur l'ensemble du territoire. Pour se créer, exister et croître ces entreprises innovantes ont besoin d'être financées et accompagnées.

Le financement des premières années de vie des PME est indispensable, mais qui aujourd'hui est encore en mesure d'y répondre? Les banques et institutionnels ne jouent plus leurs rôles, les sociétés de capital-risque se retirent.

L'alternative qui s'amorce aujourd'hui, pour palier au désengagement des acteurs traditionnels du financement, semble être une banque publique d'investissement. Certes le financement public est une nécessité, mais ne nous y trompons pas, une banque d'investissement n'a jamais prouvé son efficacité et résolu les problèmes. Le financement public peut intervenir en complément du financement par les investisseurs privés mais certainement pas en se substituant à eux.

Réconcilier les citoyens avec le monde des PME

Il faut commencer par renouer avec l'épargne privée. Réconcilier les citoyens avec l'investissement dans les entreprises de leurs territoires et ce malgré les risques inhérents à la phase de création d'une entreprise.

Pour y parvenir, il faut trouver les moyens de regrouper les épargnants au sein de structures juridiques efficaces pour répondre aux besoins des entrepreneurs, leur permettre de bénéficier de conditions fiscales attractives et surtout leur donner envie ! C'est à ces conditions seulement qu'il sera possible de drainer l'épargne privée vers les PME.

Soutenir le développement des Business Angels par un environnement juridique et fiscal efficace

Cette épargne privée n'est pourtant pas suffisante. Il a été prouvé que l'accompagnement est indispensable à l'innovation et c'est là tout le rôle des Business Angels en plus de leur rôle d'investisseurs. Il faut donc impérativement augmenter leur nombre pour pérenniser et

¹ Business Angels : personnes physiques qui investissent une part de leur patrimoine dans le capital d'une entreprise innovante à potentiel et mettent gratuitement à disposition de l'entrepreneur, leurs compétences, leur expérience, leurs réseaux relationnels et une partie de leur temps.

accroître leur action. A ce jour dans les réseaux de Business Angels on dénombre 4 000 investisseurs alors qu'il en faudrait au moins 10 000 pour répondre efficacement aux besoins des créateurs d'entreprises toujours plus nombreux.

Année après année, les dispositifs fiscaux français favorisant l'épargne des particuliers vers le financement des TPE et PME, n'ont fait que diminuer. La loi de finance 2011 a abaissé le taux de réduction de l'ISF à 50% des versements réalisés, son plafond a été diminué à 45 000€, et le dispositif Madelin a lui aussi été revu à la baisse, le taux passant de 22 à 18%. Nos voisins anglais, dont la situation économique n'est guère meilleure que la nôtre, ont adopté une stratégie exactement inverse en relevant le plafond de l'EIS (Enterprise Investment Scheme) à 500 000£ par personne et le taux de 20 à 30% et même 50% pour l'amorçage !

En agissant de telle manière, le gouvernement britannique a très clairement reconnu le rôle des Business Angels dans l'économie locale et décidé de leur apporter tout le soutien nécessaire à leur action.

Pourquoi en France continuer au contraire à assimiler ces incitations fiscales à des niches fiscales plutôt qu'à un partage stratégique de risque avec l'Etat ?

Reconnaître le rôle d'utilité générale des Business Angels

Plus que jamais, l'état doit soutenir les Business Angels, véritables entrepreneurs-investisseurs en permettant aux entreprises qu'ils accompagnent d'avoir accès à des moyens financiers publics complémentaires. Les Business Angels doivent être reconnus d'utilité générale et devenir « la colonne vertébrale » de la chaîne de financement. Les financements publics doivent venir en appui et en complément aux Business Angels en :

- Apportant des fonds de co-investissements publics
- Abondant des structures financières de type fonds d'entrepreneurs et de Business Angels
- Mettant en place des fonds relais et de refinancement des jeunes entreprises, après les Business Angels, pour leur permettre de franchir la fameuse « vallée de la mort ».

Nos propositions :

- **Réconcilier les citoyens avec le monde de l'entreprise** en les impliquant dans l'aventure entrepreneuriale et en orientant leur épargne vers l'investissement de proximité dans les PME.
- **Soutenir le développement des Business Angels** par environnement juridique et fiscal plus efficace favorisant leur investissement en capital dans les jeunes PME,
- **Reconnaître le rôle d'utilité générale des Business Angels** en renforçant leur action par des moyens financiers publics complémentaires.

*Philippe Gluntz, Président de France Angels²,
Représentant des réseaux de Business Angels*

¹ Fédération des réseaux de Business Angels